

**SOCIÉTÉ ROYALE
DES OFFICIERS RETRAITÉS**

ASSOCIATION SANS BUT LUCRATIF

Sous le Haut Patronage de S.M. le Roi

Campus Renaissance
Av. de la Renaissance 30
1000 Bruxelles



**KONINKLIJKE VERENIGING VAN DE
OPRUSTGESTELDE OFFICIEREN**

VERENIGING ZONDER WINSTOOGMERK

Onder de Hoge Bescherming van Z.M. de Koning

Campus Renaissance
Renaissancelaan 30
1000 Brussel

Numéro d'entreprise – Ondernemingsnummer : 410.604.463

**BULLETIN D'INFORMATION – INFORMATIE BULLETIN
ÉDITION SPÉCIALE – SPECIALE UITGAVE
MARS – MAART 2022**

Chers membres – Geachte leden,

- | | |
|---|---|
| <p>1. Les nouveaux statuts de l'Association ont été approuvés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 février 2022.</p> <p>2. Le texte de ces nouveaux statuts est repris dans cette édition spéciale du BI.</p> <p>3. Le texte sera aussi publié dans le Moniteur belge après l'AG du 29 avril 2022 (invitation dans le BI 573).</p> | <p>1. De nieuwe statuten van de Vereniging werden door de Buitengewone algemene Vergadering van 11 februari 2022 goedgekeurd.</p> <p>2. De tekst van deze nieuwe statuten wordt in deze speciale uitgave van het IB hernomen.</p> <p>3. De tekst wordt ook in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd, na de AV van 29 april 2022 (uitnodiging in het IB 573).</p> |
|---|---|

Jean-Louis Mehren
Secrétaire National – Nationale Secretaris

Éditeur responsable :	Kol v/h Vlw b.d. Benny Croes, Ir	Av. de la Renaissancelaan, 30
Verantwoordelijke uitgever :	KVOO – SROR	1000 Bruxelles – Brussel

STATUTS DE LA SROR ASBL : PAGE 3

STATUTEN VAN DE KVOO VZW : BLADZIJDE 15

STATUTS DE L'ASSOCIATION

L'Assemblée Générale Extraordinaire de l'association sans but lucratif « Société Royale des Officiers Retraités », fondée en 1857 et constituée en asbl à la date du 15 mars 1927 sous la dénomination « Société Royale des Officiers Retraités et Anciens Officiers des Cadres Actifs » (numéro d'entreprise 0410.604.463), a décidé à l'unanimité le 11 février 2022, conformément au Code des Sociétés et Associations (CSA) du 23 mars 2019 et à ses statuts, parus aux annexes au Moniteur belge du 30 décembre 2019 sous les numéros 19169094 (FR) et 19169093 (NL), de modifier ses statuts et de les remplacer par les nouveaux statuts ci-après.

ARTICLE 1 : DÉNOMINATION ET FORME JURIDIQUE

1. L'Association sans but lucratif a pour dénomination « Société Royale des Officiers Retraités », en abrégé « SROR ». Cette dénomination est toujours suivie de l'abréviation « asbl ».
2. La dénomination néerlandaise est « Koninklijke Vereniging van de Oprustgestelde Officieren » en abrégé « KVOO ». Cette dénomination est toujours suivie de l'abréviation « vzw ».
3. La dénomination allemande est « Königliche Vereinigung der Offiziere im Ruhestand » en abrégé « KVOR ». Cette dénomination est toujours suivie de l'abréviation « VoG ».
4. La « Société Royale des Officiers Retraités asbl », est appelée ci-après « Association ».
5. L'Association est créée pour une durée illimitée.
6. Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande, sites internet et autres documents, sous forme électronique ou non, émanant de l'Association, doivent contenir :
 - a. la dénomination de l'Association, ASBL (ou Association sans but lucratif), l'adresse du siège social ;
 - b. le numéro d'entreprise ;
 - c. RPM (ou Registre des personnes morales) du tribunal de l'Entreprise de Bruxelles ;
 - d. le numéro d'au moins un compte dont l'Association est titulaire auprès d'un établissement de crédit établi en Belgique ;
 - e. l'adresse électronique et le site internet de l'Association ;
 - f. le cas échéant, l'indication que l'Association est en liquidation.

Toute personne qui intervient pour l'Association dans un document visé ci-dessus où l'une de ces mentions ne figure pas, peut être déclarée personnellement responsable de tout ou partie des engagements qui y sont pris.

ARTICLE 2 : SIÈGE

Le siège social de l'Association doit être situé dans la Région de Bruxelles Capitale.

ARTICLE 3 : BUTS ET OBJET SOCIAL

1. L'Association poursuit les buts désintéressés de rassembler, dans une totale indépendance, les anciens officiers des cadres actifs et les anciens officiers de la Gendarmerie pour :
 - a. défendre les intérêts moraux, matériels et sociaux de ses membres ;
 - b. apporter à ses membres effectifs et associés tout l'appui disponible, promouvoir la convivialité et leur offrir des possibilités d'établir entre eux des relations agréables, voire utiles ;
 - c. encourager toute initiative qui est créée au sein de l'État belge, pour protéger le bon renom de la Défense ainsi que celui de ses membres et anciens membres, ou pour accentuer la valeur de leur carrière ;

- d. stimuler toute action qui, dans un esprit de respect pour les traditions et le souvenir du passé, promeut l'attachement à la Dynastie et contribue ainsi à maintenir l'union des Belges.
2. les activités principales qui constituent l'objet social de l'Association sont :
- a. l'organisation des activités de rencontres entre ses membres ;
 - b. la diffusion aux membres des informations utiles et liées à ses buts ;
 - c. la participation à des cérémonies patriotiques ;
 - d. le maintien de liens avec la Défense et d'autres associations patriotiques.

ARTICLE 4 : STRUCTURE GÉNÉRALE

- 1. L'Association se compose de cercles (constitués en ASBL ou non) rassemblant tous les membres. L'organisation détaillée de l'Association est donnée dans le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) de l'Association.
- 2. L'Association doit compter un nombre minimum de cercles qui est de quatre (4).
- 3. L'Association renonce à tout type d'adhésion ou de soutien à un groupement politique ou à caractère politique, et évite toute forme de différend ou de polémique concernant la langue, la religion ou des sujets de discrimination.
- 4. L'Association peut adhérer, soutenir et/ou collaborer avec des organisations non politiques ayant des buts similaires ou à caractère patriotique.

ARTICLE 5 : LES CERCLES, LES MEMBRES DES CERCLES ET LES TITRES HONORIFIQUES

- 1. Les cercles se composent de membres effectifs et associés, en règle de cotisation vis-à-vis de leur cercle d'adhésion principal, appelé ci-après CAP.
- 2. Chaque membre peut appartenir à plusieurs cercles, mais seul l'un d'eux, considéré comme plus important par le membre (le CAP), comptera pour la désignation des représentants aux AG ou aux AGE et recevra la totalité de la cotisation annuelle, sauf accord particulier.
- 3. Chaque cercle doit éditer ses statuts reprenant au minimum des buts identiques à ceux de l'Association, les droits et obligations des membres et les obligations contenues dans la loi. Après chaque modification qui touche aux buts, les nouveaux statuts doivent être acceptés par l'Organe d'Administration (OA) de l'Association.
- 4. Le cercle national est constitué des membres qui n'ont pas voulu ou n'ont pas pu s'inscrire dans un autre cercle ; sa structure et son fonctionnement sont décrits dans le ROI. L'adhésion au cercle national n'est cependant plus acceptée pour les nouveaux membres, effectifs ou associés.
- 5. Un membre, effectif ou associé, inscrit dans un cercle, doit être repris dans la liste des membres de l'Association.
- 6. Par leur affiliation, les cercles, quelles que soient leurs formes juridiques, déclarent accepter et respecter les statuts de l'Association, le ROI et les décisions prises par ses organes. Cette formalité d'acceptation et de respect des statuts, du ROI et des décisions des organes doit être explicitée dans les statuts de tous les cercles.
- 7. Membres Effectifs
 - a. Les officiers retraités (et assimilés) :
 - (1) des cadres actifs de la Défense ;
 - (2) des cadres de la Gendarmerie.

b. Les officiers (et assimilés) qui ont quitté honorablement ces cadres.

8. Membres associés

a. Les veuves, veufs, orphelins et partenaires des membres effectifs décédés.

b. Les officiers ou assimilés en service actif au sein de la Défense.

c. Les officiers de réserve et anciens officiers de réserve qui ont quitté honorablement ce cadre.

d. Toute autre personne acceptée par l'organe d'administration (OA) d'un cercle, et qui est proposée par un membre effectif ou associé de l'Association.

9. Membres honoraires

Ce titre est attribué par l'AG de l'Association sur proposition de son OA. Ce titre ne donne aucun droit ni privilège. Aucune cotisation ne sera demandée à ces membres.

10. Présidence d'honneur

a. En vertu d'une tradition remontant à 1882, l'Association offre de préférence la présidence d'honneur à un membre de la Famille Royale.

b. L'OA de l'Association peut cependant proposer à l'AG la nomination d'une autre personne qu'il estime être à même de représenter les intérêts de l'Association.

c. La fonction peut également ne pas être assurée.

11. Membres à vie

La qualité de membre à vie a été supprimée lors de la modification des statuts de l'Association en 2014. Cette qualité reste néanmoins acquise aux membres à vie actuellement repris dans le registre des membres. La veuve et les orphelins d'un membre à vie décédé peuvent devenir membres associés.

ARTICLE 6 : LA QUALITÉ DE MEMBRE

La qualité de membre effectif et associé est acquise pour une durée indéterminée au moment de l'inscription au registre des membres du cercle d'adhésion principal (CAP) et cesse par démission volontaire portée à la connaissance de l'OA de ce cercle, décès ou exclusion de l'Association, ou par la dissolution de ce cercle. Dans ce dernier cas, le membre a priorité pour s'inscrire dans un autre cercle.

ARTICLE 7 : COTISATIONS

Le montant minimum de la cotisation annuelle de tous les membres des cercles non asbl et la cotisation ristournée par tous les cercles à l'Association pour chacun de leurs membres (effectifs et associés) est déterminée par l'AG de l'Association sur proposition de l'OA. Tous ces montants sont plafonnés à 75 €.

ARTICLE 8 : LES RESSOURCES ET AVOIRS DE L'ASSOCIATION

1. L'Association dispose comme ressources de :

a. La cotisation ristournée obligatoirement par tous les cercles ;

b. la cotisation des membres du cercle national,

c. les revenus du patrimoine ;

d. les subventions, legs, dons, ainsi que tous autres revenus ou bénéfices divers.

2. Ces ressources doivent lui permettre de maintenir un budget en boni ou en équilibre.
3. Pour réaliser ses buts, l'Association peut recevoir toute aide ou contribution matérielle ou financière d'institutions et personnes publiques ou privées. Les fonds et matériels ainsi récoltés devront servir exclusivement à la réalisation de ses buts.
4. L'Association peut prêter son concours et s'intéresser à toutes activités similaires à ses buts.
5. Les cercles (dissidents ou non), les membres effectifs et associés (dissidents, démissionnés ou non) ne peuvent faire valoir ni exercer aucun droit ou créance sur les avoirs de l'Association. Les héritiers ou ayants droit d'un membre (effectif ou associé) décédé n'ont également aucun droit sur les avoirs de l'Association ; ils ne sont pas autorisés à réclamer la restitution de la cotisation annuelle. Ils ne sont pas autorisés à demander une justification des comptes, un inventaire du patrimoine ni une mise sous scellés du patrimoine.

ARTICLE 9 : L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (AG) ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE (AGE)

1. Dans le présent article AG et AGE sont repris sous le vocable AG.
2. L'AG est l'organe suprême de l'Association.
3. L'AG est constituée des représentants, membres effectifs des cercles, mandatés par leur cercle d'adhésion principal (CAP). Chaque cercle désigne un représentant principal pour le représenter lors de l'AG et à l'OA de l'Association. À côté de ce dernier, les cercles peuvent désigner pour chaque AG une représentation additionnelle, qui est calculée en fonction du nombre de leurs membres effectifs (repris dans le registre des membres à la fin de la dernière année comptable) et suivant la clé de répartition suivante :
 - a. si ce nombre est inférieur à 25 membres effectifs, aucun représentant supplémentaire ;
 - b. de 25 à 49 membres effectifs, un (1) représentant supplémentaire ;
 - c. de 50 à 74 membres effectifs, deux (2) représentants supplémentaires ;
 - d. de 75 à 99 membres effectifs, trois (3) représentants supplémentaires ;
 - e. si ce nombre est supérieur à 100 membres effectifs quatre (4) représentants supplémentaires.
4. Aussi longtemps que le cercle national disposera d'une structure et d'une gestion particulière, il disposera de deux représentants, dont un est principal. Ils sont à désigner par vote parmi ses membres effectifs.
5. Lors des votes, chaque représentant n'a droit qu'à une seule voix.
6. En cas d'indisponibilité, le représentant principal d'un cercle peut être remplacé par un membre effectif issu du même cercle. Le Président National sera prévenu de ce remplacement par courriel au minimum cinq jours calendrier avant la réunion de l'OA ou de l'AG.
7. Le Président National (PN), le Vice-Président National (VPN), le Secrétaire National (SN) et le Trésorier National (TN) ont automatiquement la qualité de représentant principal. Chacun exerce sa mission et rend compte de sa gestion lors de l'AG.
8. Seuls les représentants jouissent de la plénitude des droits accordés aux membres de l'AG par la loi et les statuts.
9. Indépendamment du nombre maximum de représentants, les anciens présidents nationaux sans autre fonction dans l'association peuvent toujours siéger à l'AG, mais sans droit de vote.
10. Tous les membres, effectifs et associés, peuvent participer à titre d'observateur aux AG et AGE de l'Association. Ils ne disposent d'aucun droit lors de ces assemblées.

ARTICLE 10 : COMPÉTENCES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les compétences exclusives suivantes sont exercées par l'AG de l'Association en dehors de tous les cas qui sont prévus par la loi :

1. la modification des statuts ;
2. l'approbation des comptes annuels, du budget et des cotisation ristournées/cotisations ;
3. la nomination et l'exclusion du Président National (PN), du Vice-Président National (VPN), du Secrétaire National (SN) et du Trésorier National (TN) sur proposition de l'OA ;
4. la nomination et l'exclusion des représentants, des administrateurs et des cercles ;
5. la nomination et la révocation du ou des vérificateurs aux comptes ;
6. la décharge à octroyer aux administrateurs et aux vérificateurs ;
7. l'introduction d'une action de l'Association contre un ou plusieurs représentants ou vérificateurs ;
8. la dissolution de l'Association et la répartition de son patrimoine ;
9. les donations ou l'acceptation d'un apport à titre gratuit d'un legs ;
10. l'octroi du titre de Président d'honneur et de Membre d'honneur ;
11. les autres actions exigées par la législation.

ARTICLE 11 : COMPÉTENCES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

Par décision de l'OA, ou pour donner suite à la demande d'au moins un cinquième ($\frac{1}{5}$) des représentants des membres de l'AG, l'Association peut être réunie en AGE à tout moment par nécessité statutaire, comme pour l'exclusion d'un cercle, d'un représentant ou d'un membre du cercle national, la liquidation de l'Association, ou la modification des statuts.

ARTICLE 12 : CONVOCATION DE L'AG ET DE L'AGE

1. AG ordinaire
 - a. L'AG ordinaire se déroule avant le dernier jour ouvré du 5^{ème} mois qui suit la clôture de la comptabilité de l'année comptable écoulée, au siège de l'Association ou en un autre lieu repris dans la convocation.
 - b. Elle est appelée par le PN et le SN au nom de l'OA de l'Association au moins quinze (15) jours calendrier avant l'AG, par le moyen de communication le plus adéquat. La convocation contient l'ordre du jour, la date, l'heure, et le lieu de la réunion.
 - c. Les documents dont il sera question à l'AG seront disponibles au plus tard cinq (5) jours calendrier avant l'AG.
 - d. Chaque proposition d'un nouveau point à l'agenda, remise à l'OA de l'Association ou au PN par au moins un cinquième ($\frac{1}{5}$) des représentants, au plus tôt vingt et un (21) jours calendrier et au plus tard huit (8) jours calendrier avant l'AG, par courrier ou courriel, doit être mise à l'ordre du jour de la prochaine AG pour délibération.
2. AG extraordinaire
 - a. La convocation est envoyée au moins quinze (15) jours calendrier avant l'AGE, par le moyen de communication le plus adéquat.

- b. S'il s'agit d'une demande d'au moins un cinquième (1/5) des représentants, le PN ou le SN convoque l'AGE dans les vingt et un (21) jours calendrier qui suivent la demande de convocation.
- c. L'AGE se tient au plus tard quarante (40) jours calendrier après l'envoi de la convocation.
- d. La convocation contient l'ordre du jour, la date, l'heure, et le lieu de la réunion.
- e. Les documents dont il sera question à l'AGE seront disponibles au plus tard cinq (5) jours calendrier avant l'AGE.

ARTICLE 13 : DÉLIBÉRATIONS DE L'AG ET DE L'AGE

1. L'AG peut délibérer valablement sur les points qui sont mentionnés dans la convocation si elle réunit un quorum de représentants présents et représentés atteignant au moins la moitié plus un du nombre de représentants.
2. Sauf exception, les points de l'agenda sont adoptés à la majorité absolue des voix des représentants présents ou représentés. L'AG ne peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés dans la convocation, sauf si une majorité des deux tiers (2/3) des représentants présents et représentés estiment que l'urgence empêche de les reporter. L'urgence ne peut jamais être invoquée en cas d'AGE.
3. Pour tous les scrutins de l'AG, les votes nuls ou blancs, et les abstentions ne sont pas comptés dans le quota des votes valablement exprimés.
4. L'AGE peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'AGE atteint un quorum réunissant au moins les deux tiers (2/3) des représentants présents ou représentés. Les modifications des statuts ne peuvent être adoptées qu'à la majorité des deux tiers (2/3) des voix des représentants présents ou représentés.
5. Toutefois, les modifications statutaires qui portent sur l'objet, les buts désintéressés en vue desquels l'Association est constituée ou une dissolution volontaire ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes (4/5) des voix des représentants présents ou représentés.
6. Pour tous les scrutins lors d'une AGE, les votes nuls, blancs et les abstentions ne se sont pas comptés dans le quota des votes valablement exprimés.
7. Si l'AG ou l'AGE ne réunit pas le quorum requis des représentants présents et représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre de représentants présents ou représentés et voter les points de l'agenda à la même majorité que celle prévue pour la première AGE. La seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze (15) jours calendrier après la première.

ARTICLE 14 : AG ET AGE – DÉMISSION & EXCLUSION

1. La démission d'un représentant est prononcée par une AG. Cette démission ne peut valablement se prononcer que si elle est explicitement indiquée dans la convocation de l'AG.
2. Exclusion d'un cercle ou d'un représentant
 - a. L'exclusion d'un cercle ou d'un représentant est prononcée exclusivement par l'AGE.
 - b. Cette dernière peut valablement délibérer si l'exclusion est explicitement indiquée dans la convocation de l'AGE et si un quorum réunissant au moins les deux tiers (2/3) des représentants présents ou représentés est atteint.
 - c. L'exclusion est prononcée par l'AGE, au scrutin secret, à la majorité des quatre cinquièmes (4/5) des voix des représentants présents ou représentés, après que le cercle ou le représentant ait eu la possibilité d'être entendu. Lors du scrutin, les votes nuls, blancs et les abstentions ne sont pas comptés dans le quota des votes valablement exprimés.

ARTICLE 15 : AG ET AGE – VOTES, PUBLICATIONS ET DROIT DE CONSULTATION

1. Votes

- a. Chaque représentant a le droit d'assister à l'AG et à l'AGE. Il peut se faire remplacer par un autre représentant, sans que celui-ci ne puisse être porteur de plus de trois (3) procurations. Le modèle de procuration est repris dans le ROI.
- b. L'AG ne délibère valablement que si elle réunit un quorum de représentants présents et représentés atteignant au moins la moitié (1/2) plus un du nombre de représentants.
- c. Les décisions de l'AG sont prises à la majorité absolue des voix des représentants présents ou représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les statuts. Chaque représentant à l'AG dispose d'une (1) voix.
- d. Les votes nuls, blancs et les abstentions ne sont pas comptés dans le quota des votes valablement exprimés.
- e. En cas d'égalité des voix, la voix du Président ou de son remplaçant est prépondérante, sauf pour une matière liée à une personne. Dans ce cas la délibération sera reportée à une autre AG ou AGE.

2. Publications

- a. Toutes les décisions prises en AG et AGE sont reprises dans le PV de la réunion qui a pris les décisions.
- b. Pour chaque AG et AGE, il est dressé un procès-verbal classé dans un registre. Les procès-verbaux sont approuvés au cours de l'AG (et pas AGE) suivante et sont signés ensuite par le PN et le SN.
- c. Les procès-verbaux des AG et AGE sont communiqués aux représentants par les moyens de communication les plus adéquats, sans porter préjudice aux dispositions légales en matière de publication.

3. Droit de consultation

- a. Le registre des PV des AG et AGE est tenu, pour consultation sur rendez-vous, à l'adresse du siège de l'Association mais sans déplacement du registre.
- b. Les tiers qui exerceront leur droit de consultation le feront conformément à la loi.
- c. Les extraits du registre imprimés doivent être signés par le SN ou un administrateur.
- d. Les coûts de reproduction des extraits sont à charge du demandeur.

ARTICLE 16 : LES PUBLICATIONS ET LE SITE INTERNET DE L'ASSOCIATION

1. Le Bulletin d'Information (BI)

- a. L'Association édite une publication sous forme électronique appelée le BI.
- b. Exceptionnellement, quelques dizaines d'exemplaires peuvent encore être imprimés sur papier sous la responsabilité du Bureau. Le nombre d'exemplaires imprimés est déterminé chaque année par l'OA de l'Association.
- c. Cette publication comprend :
 - (1) les informations découlant du fonctionnement interne de l'Association et des cercles ;
 - (2) les convocations et PV des AG/AGE ;

- (3) des articles d'intérêt général choisis par le rédacteur en chef ;
 - (4) des dossiers particuliers utiles aux membres des cercles.
- d. La politique rédactionnelle du BI est décidée par l'OA de l'Association qui charge un Rédacteur en chef de la suivre dans la production et dans la publication.
- e. La fréquence d'édition, les modalités pratiques d'édition et de publication du BI sont reprises dans le ROI.
2. Le site internet de l'Association
- a. L'Association dispose d'un site internet accessible aux membres des cercles, et qui reprend au minimum :
 - (1) les informations découlant du fonctionnement interne de l'Association et des cercles ;
 - (2) les convocations et PV des AG/AGE ;
 - (3) des articles d'intérêt général choisis par le rédacteur en chef du BI ;
 - (4) les dossiers particuliers comme ceux repris dans le BI.
 - b. La politique rédactionnelle du site internet est décidée par l'OA de l'Association qui charge un webmaster national de la suivre.
 - c. Les modalités pratiques concernant ce site internet sont reprises dans le ROI.

ARTICLE 17 : L'ORGANE D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION (OA)

- 1. La direction de l'Association est assurée par un OA. Les membres de l'OA sont appelés administrateurs pour les différencier des membres de l'AG/AGE qui sont appelés représentants.
- 2. Toutes les fonctions au sein de l'OA sont remplies à titre gratuit, mais avec défraiement de certains frais suivant les règles reprises au ROI.

ARTICLE 18 : COMPOSITION DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION

- 1. L'Association est dirigée par un OA rassemblant vingt (20) administrateurs au maximum, parmi lesquels :
 - a. le Président National (PN),
 - b. le Vice-Président National (VPN),
 - c. le Secrétaire National (SN),
 - d. le Trésorier National (TN),
 - e. les représentants principaux désignés par les cercles, et les conseillers élevés au rang d'administrateur par l'AG.
- 2. En fonction des difficultés rencontrées, l'OA peut s'entourer d'un certain nombre de conseillers, qui ne disposent d'aucun droit de vote sauf s'ils sont élevés au rang d'administrateur.
- 3. Le nombre minimum d'administrateurs est de dix (10).

ARTICLE 19 : COMPÉTENCES DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION (OA)

- 1. L'OA est compétent pour effectuer toutes les actions nécessaires à la concrétisation des buts de l'Association, à l'exception des actions qui, selon la loi, ne peuvent être exercées que par l'AG/AGE.

2. L'OA est compétent pour adapter la structure de l'Association et créer un cercle.
3. L'OA est compétent pour rechercher parmi les membres effectifs des candidats aux futurs postes de Président National (PN) et de Vice-Président National (VPN) en veillant à un équilibre linguistique.
4. L'OA est compétent pour rechercher parmi les membres effectifs des candidats aux futurs postes de Secrétaire National (SN) et de Trésorier National (TN).
5. Pour une bonne gestion des ressources humaines, l'OA peut répartir les tâches entre les administrateurs.
6. L'OA peut délibérer valablement sur les points qui sont mentionnés dans la convocation si il réunit un quorum d'administrateurs présents et représentés atteignant au moins la moitié plus un ($1/2 + 1$) du nombre d'administrateurs. Les points de l'agenda sont adoptés après un vote à la majorité absolue des voix des administrateurs présents ou représentés.
7. L'OA peut suspendre, jusqu'à la décision définitive de l'AGE, les représentants qui se seraient rendus coupables d'une infraction grave aux statuts ou aux lois.
8. Vis-à-vis des tiers, l'engagement de l'Association devient effectif uniquement par la signature conjointe du PN et du VPN, ou par la signature d'un administrateur mandaté spécialement par l'OA.
9. L'OA décide du nombre d'exemplaires du BI envoyés par courrier postal.

ARTICLE 20 : L'ORGANE D'ADMINISTRATION – NOMINATIONS ET REMPLACEMENTS

1. Les représentants principaux des cercles, constitués en asbl ou non, sont de droit administrateurs de l'OA.
2. Leur mandat s'arrête au moment où ils perdent la qualité de membre du cercle. Quand des postes d'administrateurs sont vacants, les cercles concernés désigneront, dans les deux mois, des remplaçants.
3. L'administrateur absent à quatre (4) réunions consécutives de l'OA, sans justification, sera présumé démissionnaire. Il reste toutefois responsable en tant qu'administrateur, tant que sa démission n'a pas été actée par l'OA.
4. La durée du mandat d'un administrateur est de trois (3) ans et est renouvelable. Le mandat des administrateurs n'expire que par l'échéance du terme, décès, démission ou exclusion.
5. Si le nombre d'administrateurs est inférieur à dix (10), une AGE est convoquée dans les quinze (15) jours calendrier pour pourvoir au remplacement de l'administrateur manquant. Si le remplacement est impossible, l'association doit se restructurer ou demander sa dissolution volontaire.
6. Les postes de PN et de VPN sont occupés pendant à trois (3) ans ; les titulaires sortants ne sont rééligibles qu'après une période de trois (3) ans. En principe, le VPN succède au PN.
7. En cas d'absence prolongée du PN, c'est le VPN qui le remplace.
8. Les PV et les décisions de l'OA sont consignés dans un registre tenu par le SN ; chaque inscription est contresignée par le PN et les administrateurs qui le souhaitent. Ce registre est conservé au siège social, où les administrateurs peuvent en prendre connaissance sur simple demande adressée au Bureau. Une copie du PV ou des décisions est envoyée à chaque administrateur. Un extrait peut être transmis par courriel, mais le registre ne peut quitter le siège de l'Association.

ARTICLE 21 : L'ORGANE D'ADMINISTRATION – MANDAT ET DÉMISSION D'UN ADMINISTRATEUR

1. Lorsque le mandat d'un administrateur se termine prématurément par décès, ou parce qu'il n'exerce plus la fonction qui lui a été attribuée dans son cercle, ou parce qu'il est démis par une décision de l'AG de son cercle, l'administrateur démissionnaire ou démis est remplacé par un autre représentant de son cercle. La mise en fonction de ce dernier se fait lors de la première réunion de l'OA ; elle doit être confirmée par l'AG de l'Association.

2. Un administrateur peut en tout temps être démis par l'AG de l'Association suivant la procédure prévue à l'article 14. Il sera alors remplacé suivant la procédure décrite ci-dessus.
3. Chaque administrateur membre de l'OA peut aussi démissionner en envoyant un courrier ou courriel au PN et au président de son cercle.
4. La démission volontaire d'un administrateur d'une fonction au sein de l'OA n'entraîne pas automatiquement sa démission comme représentant du cercle à l'AG.
5. La mise en place des administrateurs et la cessation de leur mandat sont publiées dans le PV de la réunion de l'OA qui a pris les décisions.

ARTICLE 22 : L'ORGANE D'ADMINISTRATION – FONCTIONNEMENT ET CONFLITS D'INTÉRÊTS

1. L'OA peut être assisté dans l'exercice de son travail par des conseillers. L'OA détermine pour chaque conseiller : sa tâche, la durée de cette tâche et son rang dans l'Association.
2. Un administrateur ou un représentant qui, dans le cadre d'une décision à prendre, a un intérêt direct ou indirect de nature morale ou patrimoniale qui est opposé à celui de l'Association, doit en informer les autres administrateurs ou représentants avant que l'OA ou l'AG ne prenne une décision. Sa déclaration et ses explications sur la nature de cet intérêt opposé doivent figurer dans le PV de la réunion de l'OA ou de l'AG qui doit prendre cette décision. Il n'est pas permis à l'OA ni à l'AG de déléguer cette décision.
3. L'administrateur ou le représentant ayant un conflit d'intérêts visé à l'alinéa précédent ne peut prendre part aux débats de l'OA ou de l'AG concernant ces décisions ou ces opérations, ni prendre part au vote sur ce point. Si la majorité des administrateurs présents ou représentés à l'OA ont un conflit d'intérêts, la décision ou l'opération est soumise à l'AG. En cas d'approbation de la décision ou de l'opération par celle-ci, l'OA doit les exécuter.

ARTICLE 23 : RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS

1. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle par rapport aux engagements de l'Association.
2. Ils exercent leur mandat à titre gratuit mais avec défraiement suivant les règles reprises au ROI.
3. Leur responsabilité est limitée, vis-à-vis de l'Association et des tiers, à l'accomplissement de la tâche qui leur a été confiée conformément au droit commun, à la loi et aux statuts. Ils peuvent être tenus responsables pour des fautes volontaires accomplies dans leur gestion.

ARTICLE 24 : L'ORGANE DE GESTION – LE BUREAU

1. L'OA de l'Association nomme à la majorité simple les membres du Bureau. Ce Bureau est l'organe de gestion journalière de l'Association, de l'AG/AGE et de l'OA. Il a la compétence pour résoudre des problèmes courants, pour maintenir les contacts avec et entre les cercles et pour la préparation des réunions de l'OA et de l'AG/AGE.
2. Le Bureau est composé du PN, du VPN, du SN, du TN, et d'un certain nombre de conseillers, comme à titre d'exemple le rédacteur du BI, le Webmaster, le DB Manager et des administrateurs, tous mandatés par l'OA.
3. Quand des postes du Bureau deviennent disponibles, l'OA de l'Association organisera leur remplacement parmi les administrateurs en place. Lors de la première AG, de nouveaux administrateurs, issus des représentants à l'AG ou directement désignés par leurs cercles, entreront en fonction pour remplacer ceux affectés au Bureau suivant la procédure décrite à l'Article 20.
4. Les actes de gestion journalière et les délégations financières sont repris dans le ROI.
5. Les membres du Bureau exercent leur mandat à titre gratuit, mais avec défraiement suivant les règles reprises au ROI.
6. Les tâches et leur répartition sont décrites dans le ROI.

ARTICLE 25 : VÉRIFICATEURS AUX COMPTES

1. Pour autant que l'Association reste durant l'année comptable écoulée classée petite ou micro asbl, l'AG nomme, à la majorité simple, au maximum deux représentants comme vérificateurs aux comptes pour une durée renouvelable de deux (2) ans.
2. Les vérificateurs aux comptes ont, conjointement ou individuellement, un droit de contrôle formel sur la fiabilité des informations financières de toutes les opérations de l'Association, à l'exclusion du bien-fondé des décisions. Ils peuvent vérifier la comptabilité sur place et examiner toutes pièces écrites appartenant à l'Association.
3. Les vérificateurs aux comptes exercent leur mandat à titre gratuit, mais avec défraiement suivant les règles reprises au ROI.

ARTICLE 26 : COMPTABILITÉ ET BUDGET

1. L'année comptable débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année calendrier.
2. Le TN, contrôlé par le Bureau et l'OA, établit les comptes de l'année écoulée selon les dispositions prévues au CSA et vérifie l'exécution du budget.
3. Avant d'être présentée à l'OA et à l'AG, la comptabilité doit globaliser les comptes et le patrimoine des cercles non asbl.
4. Le TN présente à l'OA de l'Association l'exécution du budget de l'année en cours, le budget de l'année suivante avant de les soumettre à l'approbation de l'AG.

ARTICLE 27 : LES CERCLES

1. Les cercles non asbl bénéficient d'une grande autonomie qui leur est déléguée par l'OA. Cela signifie qu'ils fonctionnent au nom de et sous les auspices et la responsabilité de l'Association.
2. Le siège social des cercles non asbl est celui de l'Association ; en revanche, le siège d'exploitation est librement décidé par les cercles.
3. Dans le cas d'une dissolution volontaire d'un cercle non asbl, son avoir net, après apurement des dettes, est intégré dans l'avoir de l'Association.
4. Le cercle non asbl qui demande sa liquidation doit le faire à l'OA de l'Association. Celui-ci délibère sur ce point lors de la réunion suivante de l'OA.
5. Des cercles non asbl peuvent être créés ou se constituer en asbl. Si un cercle prend la forme légale d'une asbl, celui-ci doit convenir d'un accord – une convention, dont le modèle est repris en annexe au ROI – avec l'OA de l'Association par lequel il s'engage à suivre les buts désintéressés et les statuts de l'Association. Sa situation financière et administrative par rapport à l'Association doit être spécifiée. Cette obligation vis-à-vis de l'OA est de mise lors de chaque modification des statuts concernant les buts pour les cercles asbl.
6. Les cercles communiquent à l'avance leurs activités au Bureau, qui les publie au BI et sur le site internet. Toutes les activités sont accessibles à tous les membres de l'Association et sont couvertes par l'assurance en responsabilité civile (RC) prise par l'Association, sauf pour les voyages à l'étranger.
7. Si un cercle, organisé en asbl, décide unilatéralement de quitter l'Association, aucune formalité particulière n'est applicable, si ce n'est la constatation lors de la prochaine AG de son départ et celui des membres qui y restent inscrits. L'Article 8 des statuts est applicable au cercle dissident ainsi qu'aux membres qui y restent associés. Le cercle dissident et ses membres n'ont plus droit à aucune information émanant de l'Association et en particulier la possibilité pour ses membres de recevoir copie des publications de l'Association, comme le BI. Le présent paragraphe est d'application immédiate.

ARTICLE 28 : DISSOLUTION ET LIQUIDATION DE L'ASSOCIATION

1. En cas de dissolution volontaire, forcée ou judiciaire de l'Association, c'est une AGE qui est compétente. Cette AGE ou à défaut le tribunal de l'entreprise désigne un ou plusieurs liquidateurs. Elle définit aussi leurs compétences et les conditions de liquidation. L'AGE peut procéder à une dissolution volontaire de l'Association lorsque le quorum des deux tiers ($\frac{2}{3}$) de ses membres effectifs présents ou valablement représentés est atteint, et que la décision est adoptée à la majorité des quatre cinquièmes ($\frac{4}{5}$) des voix des représentants présents ou représentés.
2. L'AGE qui décide de la dissolution précisera la destination du solde de la liquidation.
3. Lorsque l'AGE statue sur une dissolution volontaire, les votes nuls ou blancs, et les abstentions ne sont pas comptés dans le quota des votes valablement exprimés.
4. Dans le cas d'une dissolution, l'avoir net, après apurement des dettes, est transféré en ordre de priorité vers :
 - a. les cercles qui ont décidé de poursuivre leurs activités. La répartition de l'avoir net se fera au prorata du nombre de membres effectifs ;
 - b. une association qui remplace la SROR et qui a des buts semblables ;
 - c. des associations qui appuient les familles des militaires. Ces associations ou ces bonnes œuvres seront proposées par l'OA à l'AGE.

ARTICLE 29 : DISPOSITIONS COMMUNES

Les modifications au ROI sont décidées par l'OA de l'Association, qui en informera l'AG.

ARTICLE 30 : PUBLICATIONS LÉGALES

Les déclarations obligatoires à la Banque Carrefour des Entreprises (BCE), au Registre UBO, au greffe du Tribunal de l'entreprise et dans le Moniteur belge doivent être exécutées par le SN.

STATUTEN VAN DE VERENIGING

De Buitengewone Algemene Vergadering van de vereniging zonder winstoogmerk “Koninklijke Vereniging van de Oprustgestelde Officieren”, gesticht in 1857 en opgericht als vzw op datum van 15 maart 1927 onder de benaming “Koninklijke Vereniging der Gepensioneerde Officieren en Oud-Officieren van het Actief Kader” (ondernemingsnummer 0410.604.463), heeft op datum van 11 februari 2022 met eenparigheid van stemmen beslist om, overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (WVV) van 23 maart 2019 en conform haar statuten, verschenen in de bijlage van het Belgisch Staatsblad van 30 december 2019 onder nummer 19169093 (NL) en nummer 19169094 (FR), haar statuten te wijzigen en ze te vervangen door de hiernavolgende nieuwe statuten.

ARTIKEL 1 : BENAMING EN RECHTSVORM

1. De vereniging zonder winstoogmerk draagt de benaming “Koninklijke Vereniging van de Oprustgestelde Officieren”, afgekort “KVOO”. Deze benaming wordt steeds gevolgd door de afkorting “vzw”.
2. De Franstalige benaming is “Société Royale des Officiers retraités”, afgekort “SROR”. Deze benaming wordt steeds gevolgd door de afkorting “asbl”.
3. De Duitstalige benaming is “Königliche Vereinigung der Offiziere im Ruhestand”, afgekort “KVOR”. Deze benaming wordt steeds gevolgd door de afkorting “VoG”.
4. De “Koninklijke Vereniging van de Oprustgestelde Officieren vzw” wordt hierna “Vereniging” genoemd.
5. De Vereniging is opgericht voor onbeperkte duur.
6. Alle aktes, facturen, aankondigingen, publicaties, brieven, bestelbonnen, internetsites en andere documenten, al of niet onder elektronische vorm, uitgaande van de Vereniging moeten bevatten:
 - a. de benaming van de Vereniging, VZW (of Vereniging zonder Winstoogmerk), de vermelding van de maatschappelijke zetel van de Vereniging;
 - b. het ondernemingsnummer;
 - c. het RPR (of Rechtspersonenregister) van de ondernemingsrechtbank van Brussel;
 - d. minstens één rekeningnummer waarvan de Vereniging titularis is bij een in België gevestigde kredietinstelling;
 - e. het elektronisch adres en de internetsite van de Vereniging;
 - f. in voorkomend geval, de vermelding dat de Vereniging in vereffening is.

Iedere persoon die ten bate de Vereniging tussenkomt met behulp van één van de hierboven aangehaalde documenten, waarin één van hogervermelde vermeldingen ontbreekt, kan persoonlijk verantwoordelijk gesteld worden voor een deel of het geheel van de verplichtingen die erin aangegaan worden.

ARTIKEL 2 : ZETEL

De maatschappelijke zetel van de Vereniging moet gevestigd zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

ARTIKEL 3 : DOELSTELLINGEN EN MAATSCHAPPELIJK OPZET

1. De Vereniging heeft, als onbaatzuchtige doelstelling, de gewezen officieren van het actief kader alsook de gewezen officieren van de Rijkswacht – in volstrekte onafhankelijkheid – samen te brengen om :
 - a. de morele, materiële en sociale belangen van haar leden te behartigen;

- b. haar effectieve en geassocieerde leden iedere beschikbare steun te verlenen, de samenhang te bevorderen en hen mogelijkheden te bieden om aangename en nuttige onderlinge contacten aan te knopen;
 - c. ieder initiatief aan te moedigen dat, binnen de Belgische Staat, genomen wordt om de goede naam van Defensie evenals deze van haar leden en oud-leden te beschermen of om de waarde van hun loopbaan te beklemtonen;
 - d. iedere actie aan te moedigen, die in een geest van eerbied voor tradities en herinneringen aan het verleden, de gehechtheid aan het Vorstenhuis bevordert en op die manier bijdraagt tot de eendracht van alle Belgen.
2. De voornaamste activiteiten, die het maatschappelijk opzet van de Vereniging vormen, zijn:
- a. het organiseren van activiteiten waarop haar leden elkaar kunnen ontmoeten;
 - b. het informeren van haar leden over nuttige inlichtingen die betrekking hebben op de doelstellingen van de Vereniging;
 - c. de deelname aan vaderlandslievende plechtigheden;
 - d. het onderhouden van de banden met Defensie en met andere vaderlandslievende verenigingen.

ARTIKEL 4 : ALGEMENE STRUCTUUR

1. De Vereniging bestaat uit kringen (al of niet opgericht als vzw), die alle leden bevatten. De detailorganisatie van de Vereniging wordt gegeven in het Reglement van Inwendige Orde (RIO) van de Vereniging.
2. De Vereniging moet minimaal vier (4) kringen tellen.
3. De Vereniging ziet af van elke vorm van aansluiting bij of steun aan een politieke groepering of een beweging met politiek karakter en onthoudt zich van iedere vorm van geschil of polemiek die betrekking heeft op taal, godsdienst of onderwerpen met discriminerend karakter.
4. De Vereniging mag aansluiten bij, steun verlenen aan of samenwerken met niet-politieke organisaties die gelijklopende doelstellingen nastreven of een vaderlandslievend karakter hebben.

ARTIKEL 5 : DE KRINGEN, DE LEDEN VAN DE KRINGEN EN DE ERETITELS

1. De kringen bestaan uit effectieve leden en geassocieerde leden die in regel zijn met de betaling van hun lidgeld aan hun "Hoofdkring van aansluiting", hierna aangeduid als "HKA".
2. Ieder lid kan deel uitmaken van meerdere kringen maar voor slechts één ervan, die door het lid als de meest belangrijke aanzien wordt (de HKA), kan hij aangeduid worden als vertegenwoordiger op de AV of de BAV. Behoudens specifiek akkoord, krijgt de HKA de totaliteit van het jaarlijks lidgeld van het betrokken lid.
3. Iedere kring moet eigen statuten opstellen waarin, tenminste, moeten hernomen worden : de doelstellingen (identiek aan deze van de Vereniging), de rechten en plichten van de leden alsook alle wettelijke verplichtingen. Na iedere wijziging die raakt aan de doelstellingen moeten de nieuwe statuten goedgekeurd worden door het Bestuursorgaan (BO) van de Vereniging.
4. De nationale kring is samengesteld uit leden die zich niet hebben willen inschrijven in een andere kring of niet de mogelijkheid hadden om dit te doen; zijn structuur en werking worden beschreven in het RIO. De aansluiting bij de nationale kring wordt echter niet langer aanvaard voor nieuwe leden, onverschillig of het om effectieve of geassocieerde leden gaat.
5. Een effectief of geassocieerd lid, dat ingeschreven is in één van de kringen, moet opgenomen worden in de ledenlijst van de Vereniging.

6. Door hun toetreding verklaren de kringen, onverschillig hun juridisch statuut, de statuten van de Vereniging, het RIO en de beslissingen van haar organen te aanvaarden en te eerbiedigen. Deze toetredingsvoorwaarden, het respect voor de statuten, het RIO en de beslissingen van de bestuursorganen dienen expliciet vermeld te worden in de statuten van elke kring.
7. Effectieve leden
 - a. De oprustgestelde officieren (en hun gelijkgestelden):
 - (1) van het actief kader van Defensie;
 - (2) van het kader van de Rijkswacht.
 - b. De officieren (en hun gelijkgestelden) die deze kaders eervol hebben verlaten.
8. Geassocieerde leden
 - a. De weduwen, weduwnaars, wezen en partners van overleden effectieve leden.
 - b. De officieren of gelijkgestelden in actieve dienst bij Defensie.
 - c. De reserveofficieren en gewezen reserveofficieren die dit kader eervol verlaten hebben.
 - d. Iedere andere persoon, aanvaard door het bestuursorgaan (BO) van een kring, en die door een effectief of geassocieerd lid van de Vereniging voorgesteld wordt.
9. Ereleden

Deze titel wordt toegekend door de AV van de Vereniging op voorstel van haar BO. Deze titel opent geen enkel voorrecht of privilege. Geen enkele bijdrage zal aan deze leden gevraagd worden.
10. Erevoorzitterschap
 - a. Krachtens een traditie die teruggaat tot 1882, biedt de Vereniging bij voorkeur aan een lid van de Koninklijke Familie het erevoorzitterschap aan.
 - b. Het BO van de Vereniging mag echter aan de AV de benoeming van een andere persoon voorstellen die in staat wordt geacht de belangen van de Vereniging te kunnen behartigen.
 - c. De functie kan ook niet bekleed worden.
11. Leden voor het leven

De hoedanigheid van lid voor het leven werd afgeschaft door de wijziging van de statuten van de Vereniging in 2014. De huidige in de registers van de Vereniging hernomen leden voor het leven blijven deze hoedanigheid verder behouden. De weduwe en de wezen van een overleden lid voor het leven kunnen geassocieerde leden worden.

ARTIKEL 6 : LIDMAATSCHAP

De hoedanigheid van effectief en geassocieerd lid is verworven voor onbepaalde duur vanaf de inschrijving in het ledenregister van de hoofdkring van aansluiting (HKA) en eindigt door vrijwillig ontslag, ter kennis gebracht aan het BO van deze kring, bij overlijden, door uitsluiting van het lid uit de Vereniging of nog door de ontbinding van de HKA. In dit laatste geval hebben de leden voorrang om zich bij een andere kring in te schrijven.

ARTIKEL 7 : LIDGELDEN

Het minimumbedrag van het jaarlijks lidgeld van alle leden van de kringen die niet het statuut van vzw hebben alsook van de restorno die door de kringen aan de Vereniging worden doorgestort voor ieder van hun leden (effectief en

geassocieerd) wordt vastgelegd door de AV van de Vereniging, op voorstel van het BO. Al deze bedragen zijn beperkt tot maximum 75 €.

ARTIKEL 8 : MIDDELEN EN VERMOGEN VAN DE VERENIGING

1. De Vereniging beschikt over volgende middelen:
 - a. het lidgeld van de effectieve en geassocieerde leden, die verplichtend gerestorneerd wordt door de kringen;
 - b. het lidgeld van de leden van de nationale kring;
 - c. de inkomsten uit haar patrimonium;
 - d. de subsidies, legaten, giften en alle andere inkomsten of opbrengsten van uiteenlopende aard.
2. Deze middelen moeten toelaten een budget met batig saldo of in evenwicht te garanderen.
3. Om haar doelstellingen te realiseren mag de Vereniging hulp alsook materiële en financiële bijdragen aanvaarden van openbare en privépersonen of instellingen. De fondsen en goederen die op deze manier verworven worden zullen exclusief gebruikt worden voor de verwezenlijking van haar doelstellingen.
4. De Vereniging mag haar medewerking verlenen aan en belangstelling tonen voor activiteiten die overeenstemmen met haar doelstellingen.
5. Noch de kringen (al of niet dissident) noch de effectieve en geassocieerde leden (al of niet dissident of ontslagen) kunnen aanspraak maken of rechten en vorderingen laten gelden op het maatschappelijk vermogen van de Vereniging. Ook de erfgenamen of rechthebbenden van een overleden effectief of geassocieerd lid hebben geen enkel recht op het maatschappelijk vermogen van de Vereniging. Ze kunnen het jaarlijks lidgeld niet terugvorderen. Het is hen evenmin toegestaan een verantwoording van de rekeningen, een inventaris van het patrimonium of het verzegelen van het patrimonium te vorderen.

ARTIKEL 9 : DE ALGEMENE VERGADERING (AV) EN BUITENGEWONE ALGEMENE VERGADERING (BAV)

1. In onderhavig artikel worden de AV en de BAV hernomen onder het letterwoord AV.
2. De Algemene Vergadering (AV) is het hoogste bestuursorgaan van de Vereniging.
3. De AV bestaat uit de vertegenwoordigers, effectieve leden van de kringen, die door hun hoofdkring van aansluiting (HKA) gemandateerd zijn. Iedere kring duidt een hoofdvertegenwoordiger aan om de kring te vertegenwoordigen op de AV en op het BO van de Vereniging. Daarnaast kunnen de kringen voor elke AV ook nog een aantal bijkomende vertegenwoordigers aanduiden, berekend op basis van het aantal effectieve leden van de kring (zoals hernomen in de ledenlijst op het einde van de laatste jaarrekening). Hierbij geldt volgende verdeelsleutel:
 - a. kringen met minder dan 25 effectieve leden: geen bijkomende vertegenwoordiger;
 - b. kringen met 25 à 49 effectieve leden: één (1) bijkomende vertegenwoordiger;
 - c. kringen met 50 à 74 effectieve leden: twee (2) bijkomende vertegenwoordigers;
 - d. kringen met 75 à 99 effectieve leden: drie (3) bijkomende vertegenwoordigers;
 - e. Kringen met 100 effectieve leden of meer: vier (4) bijkomende vertegenwoordigers.
4. Zolang de nationale kring een speciale structuur en beheer heeft zal hij twee vertegenwoordigers hebben, waarvan één de hoofdvertegenwoordiger is. Ze zullen via stemming aangeduid worden onder zijn effectieve leden.

5. Bij stembeurten heeft iedere vertegenwoordiger slechts recht op één enkele stem.
6. Bij onbeschikbaarheid, mag de hoofdvertegenwoordiger van een kring vervangen worden door een effectief lid van dezelfde kring. De Nationale Voorzitter zal, minimum vijf kalenderdagen voor de vergadering van het BO of de AV, per e-mail, verwittigd worden van deze vervanging.
7. De Nationale Voorzitter (NV), de Nationale Ondervoorzitter (NOV), de Nationale Secretaris (NS) en de Nationale Penningmeester (NP) hebben automatisch de hoedanigheid van hoofdvertegenwoordiger. Ieder van hen volbrengt zijn opdracht en brengt verslag uit over zijn beheerstaak tijdens de AV.
8. Enkel de vertegenwoordigers hebben het volle genot van de rechten die door de wet en de statuten aan de leden van de AV toegekend worden.
9. Onafhankelijk van het maximaal aantal toegelaten vertegenwoordigers, hebben voormalige Nationale Voorzitters, zonder een andere functie in de Vereniging, zitting op de AV maar zonder stemrecht.
10. Alle effectieve en geassocieerde leden mogen als waarnemer deelnemen aan de AV en de BAV van de Vereniging. Ze hebben geen enkel recht tijdens deze vergaderingen.

ARTIKEL 10 : BEVOEGDHEDEN VAN DE ALGEMENE VERGADERING

De volgende exclusieve bevoegdheden kunnen enkel door de AV van de Vereniging uitgeoefend worden, naast alle gevallen die voorzien zijn in de wet:

1. de wijziging der statuten;
2. de goedkeuring van de jaarrekeningen, van het budget en van de restorno's/lidgelden;
3. de benoeming en de afzetting van de Nationale Voorzitter (NV), de Nationale Ondervoorzitter (NOV), de Nationale Secretaris (NS) en de Nationale Penningmeester (NP) op voorstel van het BO;
4. de benoeming en de uitsluiting van vertegenwoordigers, van bestuursleden en van kringen;
5. de benoeming en de afzetting van de rekeningtoezichter(s);
6. het verlenen van kwijting aan de administrateurs en aan de rekeningtoezichter(s);
7. het inleiden van een actie van de Vereniging tegen één of meerdere vertegenwoordiger(s) of rekeningtoezichter(s);
8. de ontbinding van de Vereniging en de verdeling van haar patrimonium;
9. het verlenen van giften of het aanvaarden van een vrijblijvende bijdrage voortvloeiend uit een legaat;
10. het verlenen van de hoedanigheid van Erevoorzitter en Erelid;
11. alle andere acties voorgeschreven door de wetgever.

ARTIKEL 11 : BEVOEGDHEDEN VAN DE BUITENGEWONE ALGEMENE VERGADERING

Bij beslissing van het BO of op aanvraag van ten minste één vijfde ($\frac{1}{5}$) van de leden van de AV, kan de Vereniging op ieder ogenblik in BAV samengeroepen worden wanneer dit statutair vereist is, zoals voor de uitsluiting van een kring, van een vertegenwoordiger of van een lid van de nationale kring, voor de ontbinding van de Vereniging of voor een wijziging aan de statuten.

ARTIKEL 12 : OPROEPING VAN DE AV EN BAV

1. Gewone AV
 - a. De gewone AV heeft plaats vóór de laatste werkdag van de 5^{de} maand die volgt op het afsluiten van de jaarrekening van het afgelopen werkingsjaar, op de zetel van de Vereniging of op een andere plaats die aangegeven wordt in de uitnodiging.
 - b. De AV wordt, minstens vijftien (15) kalenderdagen vóór de AV, bij middel van het meest aangewezen communicatiemiddel, samengeroepen door de NV en de NS, die handelen in naam van het BO. De uitnodiging bevat de agenda, de dag, het uur en de plaats van de vergadering.
 - c. De documenten waarover op de AV zal gesproken worden, zullen ten laatste vijf (5) kalenderdagen vóór de AV beschikbaar zijn.
 - d. Ieder voorstel van een nieuw agendapunt dat, ten vroegste eenentwintig (21) kalenderdagen en ten laatste acht (8) kalenderdagen vóór de AV, per brief of e-mail, aan het BO van de Vereniging of aan de NV overgemaakt wordt door tenminste één vijfde (1/5) van de vertegenwoordigers, moet aan de agenda van de volgende AV toegevoegd worden voor beraadslaging.
2. Buitengewone AV
 - a. De uitnodiging wordt minstens vijftien (15) kalenderdagen vóór de BAV verstuurd bij middel van het meest aangewezen communicatiemiddel.
 - b. Als het gaat om een vraag van tenminste één vijfde (1/5) van de vertegenwoordigers, roept de NV of de NS de BAV samen binnen de 21 kalenderdagen volgend op dag van aanvraag.
 - c. De BAV heeft ten laatste plaats veertig (40) kalenderdagen na het versturen van de uitnodiging.
 - d. De uitnodiging bevat de agenda, de dag, het uur en de plaats van de vergadering.
 - e. De documenten waarover op de BAV zal gesproken worden, zullen ten laatste vijf (5) kalenderdagen vóór de BAV beschikbaar zijn.

ARTIKEL 13 : BERAADSLAGING BINNEN DE AV EN DE BAV

1. De AV kan geldig beraadslagen over de punten die voorkomen op de agenda, opgenomen in de uitnodiging voor de AV, als het quorum van aanwezige en vertegenwoordigde vertegenwoordigers minstens de helft plus één van de bestaande vertegenwoordigers bedraagt.
2. Behoudens uitzondering, worden de agendapunten aangenomen bij absolute meerderheid van stemmen der aanwezige en vertegenwoordigde vertegenwoordigers. De AV kan niet geldig beraadslagen over onderwerpen die niet vermeld werden in de uitnodiging, behalve als een twee derde meerderheid (2/3) van de aanwezige en vertegenwoordigde vertegenwoordigers oordeelt dat de dringendheid geen verder uitstel toelaat. Dringendheid kan nooit ingeroepen worden in geval van een BAV.
3. Bij elke stembeurt tijdens een AV worden de ongeldige en blanco stemmen evenals de onthoudingen niet meegeteld in het quota van de geldig uitgebrachte stemmen.
4. De BAV kan geldig beraadslagen over wijzigingen aan de statuten als de wijzigingen expliciet vermeld werden in de uitnodiging en voor zover op de BAV minstens twee derde (2/3) van de bestaande vertegenwoordigers aanwezig of vertegenwoordigd zijn. De wijzigingen aan de statuten kunnen alleen goedgekeurd worden met een twee derde meerderheid (2/3) van de aanwezige en vertegenwoordigde vertegenwoordigers.
5. Wanneer nochtans de wijziging aan de statuten betrekking heeft op de doeleinden of de onbaatzuchtige doelstellingen waarvoor de Vereniging is opgericht of op een vrijwillige ontbinding ervan, dan kan deze alleen goedgekeurd worden met een vier vijfde meerderheid (4/5) der stemmen van de aanwezige en vertegenwoordigde vertegenwoordigers.

6. Bij elke stembeurt tijdens een BAV worden de ongeldige en blanco stemmen evenals de onthoudingen niet meegeteld in het quota van de geldig uitgebrachte stemmen.
7. Als bij de eerste vergadering van een AV of BAV het vereiste quorum van aanwezige en vertegenwoordigde vertegenwoordigers niet bereikt wordt, dan mag de BAV een tweede maal samengeroepen worden. Op deze tweede vergadering kan de BAV geldig beraadslagen, onverschillig van het aantal aanwezige en vertegenwoordigde vertegenwoordigers en de punten op de agenda bij stemming goedkeuren met dezelfde meerderheden zoals voorzien voor de eerste BAV. De tweede BAV kan niet eerder georganiseerd worden dan vijftien (15) kalenderdagen na de eerste.

ARTIKEL 14 : AV EN BAV – ONTSLAG EN UITSLUITING

1. Het ontslag van een vertegenwoordiger wordt uitgesproken door een AV. Het ontslag kan alleen geldig uitgesproken worden als dit expliciet vermeld werd in de uitnodiging voor de AV.
2. Uitsluiting van een kring of van een vertegenwoordiger
 - a. De uitsluiting van een kring of van een vertegenwoordiger kan enkel uitgesproken worden door een BAV.
 - b. Deze BAV kan geldig uitspraak doen over de uitsluiting als deze laatste expliciet vermeld werd in de uitnodiging en indien minimum twee derde ($\frac{2}{3}$) van de vertegenwoordigers aanwezig of vertegenwoordigd zijn.
 - c. De uitsluiting wordt, bij geheime stemming, door de BAV uitgesproken met een vier vijfde meerderheid ($\frac{4}{5}$) van de stemmen der aanwezige en vertegenwoordigde vertegenwoordigers, nadat de bewuste kring of vertegenwoordiger eerst de kans kreeg om gehoord te worden. Bij de stembeurt worden de ongeldige en blanco stemmen evenals de onthoudingen niet meegeteld in het quota van de geldig uitgebrachte stemmen.

ARTIKEL 15 : AV EN BAV – STEMBEURTEN, BEKENDMAKING EN RECHT OP INZAGE

1. Stembeurten
 - a. Ieder vertegenwoordiger heeft het recht om de vergadering bij te wonen. Hij kan zich laten vervangen door een andere vertegenwoordiger, met dien verstande dat een vertegenwoordiger slechts drager kan zijn van maximum drie (3) volmachten. Het volmacht formulier wordt hernomen in het RIO.
 - b. Een AV of BAV kan slechts geldig beraadslagen als de helft ($\frac{1}{2}$) plus één van de vertegenwoordigers aanwezig of vertegenwoordigd zijn.
 - c. De beslissingen worden genomen bij absolute meerderheid van stemmen der aanwezige en vertegenwoordigde vertegenwoordigers, behalve voor gevallen waarvoor de wet of de statuten andere schikkingen vastleggen. Op de AV heeft ieder vertegenwoordiger recht op één (1) stem.
 - d. Ongeldige en blanco stemmen evenals de onthoudingen worden niet meegeteld in het quota van de geldig uitgebrachte stemmen.
 - e. Bij staking van stemmen is de stem van de Voorzitter of zijn vervanger doorslaggevend, behalve in geval van materies die betrekking hebben op een persoon. In dit laatste geval wordt de beraadslaging verdaagd tot een volgende AV of BAV.
2. Bekendmaking
 - a. Alle beslissingen die in AV of BAV genomen worden, worden opgenomen in het PV van de bewuste vergadering.

- b. Voor iedere AV en BAV wordt een proces-verbaal (PV) opgesteld dat opgenomen wordt in een register. De PV's van een AV (NIET deze van een BAV) worden goedgekeurd in de loop van de eerstvolgende AV en worden aansluitend ondertekend door de NV en de NS.
 - c. De PV's der AV en BAV worden aan de vertegenwoordigers overgemaakt via het meest gepaste transmissiemiddel, zonder afbreuk te doen aan de wettelijke voorschriften inzake publicatie.
3. Recht op inzage
- a. Het register der PV's van de AV en de BAV wordt, voor raadpleging, ter beschikking gehouden. De inzage gebeurt op afspraak op het adres van de zetel, zonder dat het register de zetel verlaat.
 - b. Derden die gebruik maken van hun recht op inzage, zullen dit doen overeenkomstig de wet.
 - c. Afgedrukte uittreksels uit het register moeten ondertekend worden door de NS of een administrateur.
 - d. De onkosten voor het maken van deze uittreksels zijn ten laste van de aanvrager.

ARTIKEL 16 : DE PUBLICATIES EN DE INTERNETSITE VAN DE VERENIGING

1. Het Informatiebulletin (IB)
- a. De Vereniging geeft een informatiebulletin (IB) uit dat onder elektronische vorm verschijnt.
 - b. Uitzonderlijk kunnen ook enkele tientallen exemplaren van het IB op papier afgedrukt worden onder de verantwoordelijkheid van het Bureau. Het aantal af te drukken exemplaren wordt jaarlijks door het BO van de Vereniging vastgelegd.
 - c. Deze publicatie herneemt :
 - (1) de informatie die voortvloeit uit de interne werking van de Vereniging en van de kringen;
 - (2) de uitnodigingen en PV's m.b.t. de Algemene Vergaderingen (AV);
 - (3) artikels van algemeen nut, geselecteerd door de hoofdredacteur;
 - (4) welbepaalde dossiers die van belang kunnen zijn voor de leden van de kringen.
 - d. Het redactioneel beleid voor het IB wordt vastgelegd door het BO van de Vereniging, dat een Hoofdredacteur opdraagt dit op te volgen bij het opstellen en uitbrengen van ieder nummer.
 - e. De frequentie van verschijnen en de praktische modaliteiten voor uitgave en verspreiding worden hernomen in het RIO.
2. De internetsite van de Vereniging
- a. De Vereniging beschikt over een internetsite die toegankelijk is voor de leden der kringen en die, minimaal, volgende informatie herneemt :
 - (1) informatie voortvloeiend uit de interne werking van de Vereniging en de kringen;
 - (2) de uitnodigingen en PV's m.b.t. de Algemene Vergaderingen (AV);
 - (3) artikels van algemeen nut, geselecteerd door de hoofdredacteur;
 - (4) welbepaalde dossiers zoals deze die verschijnen in het IB.
 - b. Het redactioneel beleid voor de internetsite wordt vastgelegd door het BO van de Vereniging die een nationale webmaster opdraagt dit op te volgen.

- c. De praktische modaliteiten m.b.t. deze internetsite worden hernomen in het RIO.

ARTIKEL 17 : HET BESTUURSORGAAN VAN DE VERENIGING (BO)

1. Het bestuur van de Vereniging wordt verzekerd door een BO. De leden van dit BO worden administrateurs genoemd om ze te onderscheiden van de leden van de AV/BAV die men vertegenwoordigers noemt.
2. Alle functies binnen het BO worden gratis vervuld maar met terugbetaling van bepaalde onkosten volgens de regels hernomen in het RIO.

ARTIKEL 18 : SAMENSTELLING VAN HET BESTUURSORGAAN

1. De Vereniging wordt geleid door een BO samengesteld uit maximum twintig (20) administrateurs, waaronder :
 - a. de Nationale Voorzitter (NV),
 - b. de Nationale Ondervoorzitter (NOV),
 - c. de Nationale Secretaris (NS),
 - d. de Nationale Penningmeester (NP),
 - e. de hoofdvertegenwoordigers die door de kringen aangeduid werden en de raadgevers die door de AV werden aangesteld tot administrateur.
2. In functie van de moeilijkheden waarmee de Vereniging geconfronteerd wordt, kan het BO zich laten omringen door een aantal raadgevers zonder stemrecht, behalve als ze aangesteld werden tot administrateur.
3. Het minimaal aantal administrateurs is tien (10).

ARTIKEL 19 : BEVOEGDHEDEN VAN HET BESTUURSORGAAN (BO) VAN DE VERENIGING

1. Het BO is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig zijn voor het verwezenlijken van de doelstellingen van de Vereniging, met uitzondering van de handelingen waarvoor, volgens de wet, alleen de AV/BAV bevoegd is.
2. Het BO is bevoegd om de structuur van de Vereniging aan te passen en een kring te creëren.
3. Het BO is bevoegd om onder de effectieve leden te zoeken naar kandidaten voor de toekomstige posten van Nationale Voorzitter (NV) en Nationale Ondervoorzitter (NOV), rekening houdend met het taalevenwicht.
4. Het BO is bevoegd om onder de effectieve leden te zoeken naar kandidaten voor de toekomstige posten van Nationale Secretaris (NS) en Nationale Penningmeester (NP).
5. Voor een goed beheer van het beschikbaar menselijk potentieel (human resources), mag het BO de taken onder de administrateurs verdelen.
6. Het BO kan geldig beraadslagen over de punten die in de uitnodiging opgenomen werden als tenminste de helft plus één van de administrateurs aanwezig of vertegenwoordigd is. De beslissingen m.b.t. de agendapunten worden genomen bij absolute meerderheid van stemmen der aanwezige en vertegenwoordigde administrateurs.
7. Het BO kan, in afwachting van de definitieve beslissing van de BAV, vertegenwoordigers schorsen die zich schuldig zouden gemaakt hebben aan ernstige overtredingen van de statuten of de wet.
8. Een verbintenis van de Vereniging tegenover derden wordt slechts effectief na de gezamenlijke ondertekening door de NV en de NOV of na de ondertekening door een administrateur die daarvoor speciaal gemandateerd werd door het BO.

9. Het BO beslist over het aantal exemplaren van het IB dat per post verstuurd wordt.

ARTIKEL 20 : BESTUURSORGAAN – BENOEMINGEN EN VERVANGINGEN

1. De hoofdvertegenwoordigers van de kringen (al of niet met een statuut van vzw) zijn, van rechtswege, administrateurs van het BO.
2. Hun mandaat eindigt op het ogenblik dat zij de hoedanigheid van lid van de kring verliezen. Wanneer posten van administrateur vacant zijn, zullen de betrokken kringen, binnen de twee maanden, vervangers aanduiden.
3. Een administrateur die, zonder rechtvaardiging, afwezig blijft op vier (4) opeenvolgende vergaderingen van het BO, wordt beschouwd als ontslagnemend. Hij blijft echter als administrateur verantwoordelijk zolang zijn ontslag niet geacteerd werd door het BO.
4. De duur van het mandaat van een administrateur is drie (3) jaar en is hernieuwbaar. Dit mandaat eindigt enkel bij het aflopen van het mandaat, bij overlijden, bij ontslag of bij uitsluiting.
5. Mocht het aantal administrateurs dalen tot minder dan tien (10), wordt binnen de vijftien (15) kalenderdagen een BAV bijeengeroepen om de ontbrekende administrateur te vervangen. In geval de vervanging onmogelijk is, dan moet de Vereniging geherstructureerd worden of moet de vrijwillige ontbinding aangevraagd worden.
6. De functies van NV en NOV zijn in duur beperkt tot drie (3) jaar. Uittredende titularissen kunnen pas na drie (3) jaar opnieuw verkozen worden. In principe volgt de NOV de NV op.
7. In geval van langdurige afwezigheid van de NV wordt hij vervangen door de NOV.
8. De beslissingen van het BO worden opgenomen in een register der PV's dat bijgehouden wordt door de NS; iedere inschrijving wordt medeondertekend door de NV en de administrateurs die dat wensen. Dit register wordt bewaard op de maatschappelijke zetel, waar de administrateurs er kunnen kennis van nemen op eenvoudige aanvraag aan het Bureau. Een kopie van het PV of de beslissingen wordt toegestuurd aan elke administrateur. Uittreksels mogen per e-mail verstuurd worden maar het register mag nooit de zetel van de Vereniging verlaten.

ARTIKEL 21 : BESTUURSORGAAN – MANDAAT EN ONTSLAG VAN EEN ADMINISTRATEUR

1. Als het mandaat van een administrateur voortijdig eindigt door zijn overlijden of omdat hij niet langer de functie vervult die hem door zijn kring toevertrouwd werd of nog omdat hij afgezet werd door een beslissing van de AV van zijn kring, dan moet de ontslagnemende of ontslagen administrateur vervangen worden door een andere vertegenwoordiger van zijn kring. De infunctietreding van deze laatste gebeurt bij de eerstvolgende vergadering van het BO; zij moet bevestigd worden door de AV van de Vereniging.
2. Een administrateur kan te allen tijde afgezet worden door de AV van de Vereniging, volgens de procedure voorzien in artikel 14. Hij wordt dan vervangen volgens de hiervoor beschreven procedure.
3. Ieder administrateur, lid van het BO, kan ook ontslag nemen door het versturen van een brief of een e-mail aan de NV en de Voorzitter van zijn kring.
4. Het vrijwillig ontslag van een administrateur uit het BO, brengt niet automatisch zijn ontslag mee als vertegenwoordiger van de kring in de schoot van de AV.
5. De aanstelling der administrateurs alsook het beëindigen van hun mandaat worden gepubliceerd in het PV van de vergadering van het BO waarop deze beslissingen genomen werden.

ARTIKEL 22 : BESTUURSORGAAN – FUNCTIONERING EN BELANGENCONFLICTEN

1. Bij het uitvoeren van zijn opdracht kan het BO bijgestaan worden door raadgevers. Het BO bepaalt voor ieder van hen : de specifieke taak, de duur van het mandaat alsook zijn rang binnen de Vereniging.
2. Een administrateur of een vertegenwoordiger die, in het kader van te nemen beslissingen, een direct of onrechtstreeks belang heeft, van morele of patrimoniale aard, dat tegengesteld is aan het belang van de

Vereniging, moet er de andere administrateurs en vertegenwoordigers van op de hoogte brengen vooraleer het BO of de AV over deze materie beslist. Deze melding alsook de verklaring over de aard van de afwijkende belangen moeten hernomen worden in het PV van de vergadering van het BO of de AV die deze beslissing moet nemen. Het is noch het BO noch de AV toegelaten om deze beslissing te delegeren.

3. De administrateur of vertegenwoordiger die een belangenconflict heeft zoals uiteengezet in voorgaand alinea mag niet deelnemen aan de debatten van het BO of de AV die betrekking hebben op deze beslissingen of operaties. Hij/Zij mag evenmin deelnemen aan de stembestemming hierover. Wanneer een meerderheid van de op het BO aanwezige of vertegenwoordigde administrateurs een belangenconflict heeft, dan wordt de beslissing of operatie voorgelegd aan de AV. In geval van goedkeuring van de beslissing of operatie door de AV moet het BO ze uitvoeren.

ARTIKEL 23 : VERANTWOORDELIJKHEID VAN DE ADMINISTRATEURS

1. De administrateurs zijn niet persoonlijk gebonden door de verbintenissen van de Vereniging.
2. Zij oefenen hun mandaat gratis uit maar hun onkosten kunnen vergoed worden volgens de regels hieromtrent, hernomen in het RIO.
3. Tegenover de Vereniging en tegenover derden is hun verantwoordelijkheid beperkt tot de vervulling van de opdracht die hen toegewezen werd, overeenkomstig het gemeenrecht, de geldende wetten en de statuten. Ze kunnen aansprakelijk gesteld worden voor moedwillige tekortkomingen bij de uitvoering van hun bestuurstaken.

ARTIKEL 24 : HET BEHEERSORGAAN – HET BUREAU

1. Het BO van de Vereniging benoemt, bij gewone meerderheid, de leden van het Bureau. Dit Bureau is het uitvoerend orgaan voor het dagelijks beheer van de Vereniging, van de AV/BAV en van het BO. Het is bevoegd voor de oplossing van routineproblemen, het in stand houden van de contacten met en onder de Kringen en voor de voorbereiding van de vergaderingen van het BO en de AV/BAV.
2. Het Bureau is samengesteld uit de NV, de NOV, de NS, de NP, een aantal raadgevers (zoals bij voorbeeld de redacteur van het IB, de Webmaster, de DB Manager) en administrateurs, allen gemandateerd door het BO.
3. Wanneer functies van het Bureau vrijkomen, zal het BO van de Vereniging voorzien in hun vervanging door aanduiding van één der zittende administrateurs. Bij de eerstvolgende AV zullen de nieuwe administrateurs – gekozen uit de vertegenwoordigers op de AV of hiervoor rechtstreeks aangeduid door hun kringen – in functie gesteld worden, volgens de procedure beschreven in Artikel 20.
4. De handelingen van dagelijks beheer alsook de financiële delegaties worden hernomen in het RIO.
5. De leden van het Bureau oefenen hun mandaat gratis uit maar bepaalde van hun onkosten kunnen vergoed worden volgens de regels hieromtrent, hernomen in het RIO.
6. De taken en hun verdeling worden beschreven in het RIO.

ARTIKEL 25 : CONTROLEURS VAN DE REKENINGEN

1. Zolang de Vereniging voor het laatst afgesloten boekjaar geklasseerd blijft als een kleine of micro vzw, benoemt de AV, bij gewone meerderheid, maximum twee vertegenwoordigers als rekeningtoezichter voor een hernieuwbare periode van twee (2) jaar.
2. De rekeningtoezichters hebben, gezamenlijk of afzonderlijk, een recht van formele controle over de juistheid van de financiële informatie van alle verrichtingen van de Vereniging, met uitzondering van de gegrondheid van de beslissingen. Zij mogen ter plaatse inzage nemen van de boekhouding en alle geschriften van de Vereniging bestuderen.
3. De rekeningtoezichters oefenen hun mandaat gratis uit, maar met vergoeding van hun onkosten volgens de regels hernomen in het RIO.

ARTIKEL 26 : BOEKHOUDING EN BUDGET

1. Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk kalenderjaar.
2. Onder controle van het Bureau en het BO, stelt de NP de jaarrekening van het afgelopen jaar op, volgens de voorschriften van het WVV en controleert hij/zij de uitvoering van het budget.
3. Voor zij aan het BO en de AV voorgelegd wordt, moeten ook de geglobaliseerde rekeningen en het patrimonium van de kringen die niet het statuut van vzw hebben, in de boekhouding opgenomen worden.
4. De NP legt de uitvoering van het budget van het lopende jaar alsook het budget voor het volgende jaar voor aan het BO, alvorens ze ter goedkeuring aan de AV voorgelegd worden.

ARTIKEL 27 : DE KRINGEN

1. De Kringen niet vzw genieten van een grote autonomie die hen gedelegeerd wordt vanuit het BO. Dit betekent dat ze handelen in naam van en onder de auspiciën en de verantwoordelijkheid van de Vereniging.
2. De maatschappelijke zetel van de kringen die geen vzw zijn is deze van de Vereniging; de bedrijfszetel wordt daarentegen vrij gekozen door de kringen.
3. In geval van ontbinding van een kring die geen vzw is, worden haar netto-activa, na aanzuivering van de schulden, geïntegreerd in de activa van de Vereniging.
4. Wanneer een kring die geen vzw is, in vereffening wil gaan, legt zij haar aanvraag voor aan het BO van de Vereniging. Het BO zal hierover beraadslagen bij zijn eerstvolgende vergadering.
5. Kringen "niet vzw" kunnen opgericht worden of eventueel vzw worden. Als een kring de rechtsvorm van vzw aanneemt, dient zij een overeenkomst – een 'Conventie' waarvan het model hernomen wordt in bijlage aan het RIO - af te sluiten met het BO van de Vereniging. Daarin verbindt zij zich ertoe de onbaatzuchtige doelstellingen en de statuten van de Vereniging na te leven. Ook haar financiële en administratieve verhouding tot de Vereniging moet in de Conventie vastgelegd worden. Deze verbintenis t.o.v. het BO moet ook nageleefd worden bij elke statuutswijziging die betrekking heeft op de doelstellingen van de kringen die de vorm van een vzw aangenomen hebben.
6. Alle Kringen delen hun activiteiten bij voorbaat mee aan het Bureau dat zorgt voor de publicatie ervan in het IB en op de website. Alle activiteiten staan open voor alle leden van de Vereniging en zijn gedekt door de verzekering voor burgerlijke aansprakelijkheid (BA) onderschreven door de Vereniging, met uitzondering van de buitenlandse reizen.
7. Wanneer een kring, met het statuut van vzw, unilateraal beslist om de Vereniging te verlaten, is er geen specifieke formaliteit van toepassing. Bij de volgende AV zal het vertrek van deze kring en van de leden die er ingeschreven blijven, vastgesteld worden. Artikel 8 van de statuten is dan van toepassing op de dissidente kring alsook op de leden die ermee verbonden blijven. De dissidente kring en haar leden hebben vanaf dan geen recht meer op informatie die uitgaat van de Vereniging, in het bijzonder de mogelijkheid voor haar leden om de publicaties van de Vereniging, zoals bv. het IB, nog langer te ontvangen. Deze paragraaf treedt onmiddellijk in voege.

ARTIKEL 28 : ONTBINDING EN VEREFFENING VAN DE VERENIGING

1. Ingeval van vrijwillige, gedwongen of gerechtelijke ontbinding van de Vereniging is alleen een BAV bevoegd. Deze BAV of, bij gebreke daaraan, de rechtbank duidt één of meer vereffenaars aan. Zij bepaalt ook hun bevoegdheden en de vereffeningvoorwaarden. De BAV kan overgaan tot een vrijwillige ontbinding van de Vereniging wanneer twee derde (⅔) van haar effectieve leden aanwezig of geldig vertegenwoordigd zijn en de beslissing tot ontbinding aangenomen wordt met een vier vijfde meerderheid (⅘) der aanwezige en geldig vertegenwoordigde vertegenwoordigers.
2. De BAV die overgaat tot de ontbinding, zal ook beslissen over de bestemming van het saldo van de vereffening.

3. Wanneer een BAV zich uitspreekt over de vrijwillige ontbinding van de Vereniging worden ongeldige en blanco stemmen evenals onthoudingen niet meegeteld in het quota van de geldig uitgebrachte stemmen.
4. In geval van ontbinding wordt het netto-actief, na aanzuivering van de schulden, in prioriteitsorde overgedragen aan :
 - a. de Kringen die beslist hebben hun activiteiten verder te zetten. De verdeling van het netto-actief zal geschieden in evenredigheid met het aantal effectieve leden;
 - b. een vereniging die de KVOO vervangt en die gelijksoortige doeleinden nastreeft;
 - c. verenigingen die de gezinnen steunen van militairen. Deze verenigingen of deze caritatieve werken zullen door het BO aan de BAV voorgesteld worden.

ARTIKEL 29 : ALGEMENE SCHIKKINGEN

Wijzigingen aan het RIO worden beslist door het BO van de Vereniging dat er de AV over inlicht als het dat nodig acht.

ARTICLE 30 : OPENBAARMAKING

De verplichte bekendmakingen aan de Kruispuntbank voor Ondernemingen (KBO), aan het UBO-register, op de griffie van de Ondernemingsrechtbank en in het Belgisch Staatsblad dienen te worden uitgevoerd door de NS.

U mag uw bijdrage verhogen met een gift ten voordele van de Vereniging.

Vous pouvez majorer votre cotisation par un don en faveur de l'Association.

De leden van een kring betalen het door de kring bepaald lidgeld op de rekening van de kring :

Les membres d'un cercle payent la cotisation décidée par leur cercle sur le compte bancaire du cercle :

	IBAN	BIC
BRAINE-L'ALLEUD / WATERLOO	BE76 0011 2060 2095	GEBABEBB
CHARLEROI	BE16 0012 9214 4474	GEBABEBB
LEUVEN	BE91 7340 1803 9076	KREDBEBB
LIÈGE	BE16 0682 4639 4474	GKCCBEBB
LIMBURG	BE17 9731 8482 2521	ARSPBE22
LUXEMBOURG	BE65 7320 3763 0896	CREGBEBB
NAMUR	BE75 7512 0492 3351	AXABBE22
WAVRE	BE93 0000 7810 1467	BPOTBEB1
TOURNAI / MONS	BE70 1715 1009 6625	CEVTBE71
WEST-VLAANDEREN	BE86 0017 8393 2050	BPOTBEB1

Les membres qui n'adhèrent pas à un cercle versent la COTISATION NATIONALE sur le compte national :

Het niet bij een kring aangesloten lid betaalt het NATIONAAL LIDGELD op de nationale rekening :

KVOO VZW – SROR ASBL	BE33 2100 9457 4446	GEBABEBB
----------------------	---------------------	----------

EFFECTIEVE LEDEN

De op rust gestelde officieren (en hun gelijkgestelden) van het actief kader van de Belgische Defensie en van het kader van de Rijkswacht. De officieren (en hun gelijkgestelden) die deze kaders eervol hebben verlaten.

22 €**MEMBRES EFFECTIFS**

Les officiers retraités (et assimilés) des cadres actifs de la Défense et des cadres de la Gendarmerie. Les officiers (et assimilés) qui ont quitté honorablement ces cadres.

GEASSOCIEERDE LEDEN

De weduwen, weduwnaars, wezen en partners van overleden effectieve leden.

14 €**MEMBRES ASSOCIÉS**

Les veuves, veufs, orphelins et partenaires des membres effectifs décédés.

De officieren of gelijkgestelden in actieve dienst bij Defensie, de reserveofficieren en gewezen reserveofficieren die dit kader eervol verlaten hebben, iedere andere persoon, aanvaard door het bestuursorgaan (BO) van een kring.

22 €

Les officiers ou assimilés en service actif au sein de la Défense, les officiers de réserve et anciens officiers de réserve qui ont quitté honorablement ce cadre, toute autre personne acceptée par l'organe d'administration (OA) d'un cercle.